

## **Les résultats de la consultation électorale du 25 novembre 2011 au Maroc constituent ils un espoir ou un danger pour le Maroc ?**

Par **Michel DUSCLAUD**

Les dernières élections au Maroc soulèvent de nombreuses interrogations et font l'objet d'analyses contradictoires. L'avis ci-dessous propose de dégager les espoirs qu'ont fait naître le résultat des votes, mais aussi les dangers que fait émerger cet « islam politique », avant de s'interroger sur l'adéquation de la démarche avec les réels besoins du Maroc.

### **Les espoirs que font naître cette consultation.**

C'est tout d'abord une victoire de l'amélioration de la vie démocratique du pays ;

- Ces élections se sont déroulées dans une atmosphère globalement apaisée et peu d'incidents ont été déplorés même si des achats de voix se sont produits dans plusieurs bureaux de votes et si le poids du vote tribal est encore important dans un pays dont le tiers des votants est analphabète.

- La participation est en forte augmentation par rapport à la consultation précédente 45% au lieu de 37 % en 2007. C'est donc un échec (relatif) de la consigne de boycott des élections émanant du mouvement du 20 février et des islamistes de Nadia Yacine.

- Pour la première fois dans une consultation électorale législative « ouverte », un parti politique domine véritablement la scène politique marocaine avec 30% des voix et près du tiers des sièges au Parlement. C'est un gage de stabilité gouvernementale et d'efficacité.

- La victoire historique du PJD rend ce parti islamique fréquentable. Désormais, la quasi-totalité des partis politiques sont prêts à participer à une majorité parlementaire pour soutenir le gouvernement conduit par le chef de gouvernement nommé prochainement par le Roi parmi les membres de ce parti majoritaire.

- La victoire du parti islamiste est avant tout celle du changement que son leader a mis habilement en exergue. Elle s'explique aussi par le rejet des partis ayant participé aux équipes gouvernementales précédentes discréditées. Elle va donc au-delà de sa composante islamiste dans sa signification.

Une enquête de rue réalisée par un journaliste a montré que, dans leur majorité, les personnes interrogées ont voté pour le changement et ne craignent pas la perspective d'un

gouvernement conduit par le PJD à l'exception des plus jeunes qui ont peur de la remise en cause de leur mode de vie occidentalisé.

- Les priorités proposées par le PJD ne sont pas contestables sauf peut être celles qui relèvent des objectifs de croissance, 7% de croissance et 5% en temps de crise qui sont sans doute des vœux pieux: Lutte contre la corruption, formation et valorisation du travail manuel, lutte contre les disparités sociales.

**Mais les dangers que représente un « islam politique », qu'il faut différencier de l'islam religieux, existent.**

Dans les pays où il a été mis en place, dans un premier temps, cet « islam politique » :

- avance caché comme un parti modéré respectant les engagements fondamentaux des acquis culturels précédents, ne remettant pas en cause le statut de la femme dans la société et dans la vie culturelle, conservant les tolérances sur la consommation de l'alcool, le mode de vie des touristes étrangers etc..

- rassure l'Occident quant aux collaborations économiques et aux investissements toujours bienvenus.

- respecte les engagements diplomatiques précédents vis à vis de la communauté internationale.

- respecte les droits de l'opposition, la liberté de la presse et la possibilité de l'alternance.

Mais en réalité, celui-ci :

- souhaite s'installer au pouvoir pour une longue durée. Il s'attaquera prioritairement à trois éléments fondamentaux :

- occupe pleinement le domaine culturel et l'enseignement,

- met en cause la liberté de la presse qu'il souhaite museler,

- veut une opposition politique faible dont il s'attachera à détruire les coalitions structurées; en privilégiant la constitution de partis politiques nombreux.

**La réforme constitutionnelle adoptée et cette dernière consultation électorale sont-elles finalement appropriées pour résoudre les vrais problèmes du Maroc ?**

Il est effectivement légitime de se le demander :

-Le « véritable parti islamiste » de Al Adl Wal Ihsane et Nadia Yacine, avec près de 200 000 adhérents dans le royaume, « Justice et bienfaisance » demeure l'un des plus gros mouvements islamistes, après les Frères musulmans. Il a toujours été interdit car est ouvertement opposé au pouvoir royal en demandant son abolition. Selon l'islamologue

Mathieu Guidère, *"Plus ancré et populaire que le PJD, cet organe beaucoup plus radical aurait obtenu beaucoup plus de voix s'il avait été autorisé à se présenter"*.

- Différents éléments du mouvement du 20 février nés des premières heures du Printemps arabe, appellent à une *"monarchie parlementaire réelle"* limitant le pouvoir absolu du roi. Ils ont préféré boycotter le processus électoral, estimant que la nouvelle constitution de juillet ne *"possède pas de base démocratique"*, le roi restant désigné à vie

- Ils constituent avec le parti « Justice et Bienfaisance » l'ossature de la vraie opposition au régime qui n'est pas intégrée (et sans doute difficilement intégrable aujourd'hui) dans le débat démocratique parlementaire qui résulte la réforme constitutionnelle.

- Il est certain que les jeunes n'ont pas, dans leur majorité, participé à ce vote et qu'ils doutent de la capacité des partis politiques, quels qu'ils soient, de pouvoir résoudre leurs problèmes qui sont avant tout de mener une vie décente, avec un emploi stable et un espoir de promotion sociale.

- Les potentialités économiques et financières du Maroc sont une donnée indépendante de la situation politique ; Elles sont relativement faibles en raison des richesses naturelles limitées et d'une main d'œuvre dans son ensemble mal formée.

Même si le pays est superbe et sa population accueillante, ces données sont incontournables et ne permettent pas d'envisager des miracles dans l'immédiat.

Si de cette consultation électorale résulte une gouvernance améliorée du royaume permettant de dispenser une meilleure éducation, une meilleure justice, de diminuer la corruption, d'assurer une meilleure répartition des richesses, une meilleure considération des faibles de la part des puissants, toutes ces initiatives auront été utiles au Maroc.